

6 Suisse

«L'UE ne peut pas se passer de la Suisse»

EUROPE Alors que les négociations sont dans la dernière ligne droite, la conseillère nationale UDC et entrepreneuse Magdalena Martullo-Blocher estime que la Suisse tient le couteau par le manche et qu'elle n'a pas à accepter les conditions de Bruxelles

PROPOS RECUEILLIS PAR
FABIAN SCHÄFER (NZZ)

Magdalena Martullo-Blocher, peut-on mentir en politique? Non, pourquoi me le demandez-vous?

Vous parlez toujours de «reprise automatique du droit» pour les accords prévus avec l'Union européenne. En réalité, c'est toujours le parlement qui devrait en décider, et un référendum resterait également possible... Oui, mais nous devons reprendre automatiquement le droit actuel et futur de l'UE.

Non, il faut à chaque fois une décision séparée, et nous pouvons aussi dire non... Oui, mais l'UE peut alors prendre des mesures punitives contre la Suisse. On appelle cela une «reprise dynamique», mais c'est un mensonge. Je maintiens qu'il s'agit d'une reprise automatique du droit, qui s'appliquerait à tous les futurs accords avec l'UE. Il faut se le représenter de la manière suivante: avec cet ensemble de traités, nous devrions déjà reprendre des milliers de pages de textes juridiques. Cent cinquante fonctionnaires fédéraux y travaillent déjà.

Si nous refusons une modification du droit, à quelles mesures de rétorsion de la part de l'UE vous attendez-vous? Nous avons posé cette question aux négociateurs. Ils ne le savent pas eux-mêmes concrètement, mais ils nous ont expliqué le principe. C'est grotesque: si nous ne reprenons pas une réglementation européenne, l'UE nous considère comme avantagés. Elle peut ensuite compenser cet avantage par des mesures pénales. Il semble donc que l'UE considère sa propre réglementation comme désavantageuse.

Vous exagérez: les mesures de rétorsion devraient être proportionnées. C'est le nouveau tribunal arbitral qui décidera si elles le sont, sans faire appel à la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). N'est-ce pas un progrès? L'UE calcule avec je ne sais quelle méthode l'ampleur de notre avantage financier en lien avec la non-reprise de leurs règles. Puis elle détermine des mesures pénales qui entraînent un désavantage de la même ampleur pour la Suisse. Le tribunal arbitral vérifie les calculs. Et voilà ce que l'on entend par «proportionné». C'est malsain. En quoi cela constituerait-il un progrès?

Aujourd'hui, l'UE nous punit par des coups politiques et arbitraires. Les victimes sont les universités ou les entreprises. A l'avenir, le règlement des litiges serait encadré de manière juridique... Cela n'améliore pas les choses, au contraire: nous autoriserions officiellement l'UE à nous punir. Quel pays accepterait ces conditions? Selon les consultations, l'UE pourrait décider librement dans quel domaine elle veut nous réprimander. Elle peut frapper partout.

Cela fait encore l'objet de négociations. Ce qui est sûr, c'est qu'elle ne pourrait plus sanctionner les universités. Les mesures seraient limitées au marché intérieur... Et pourquoi l'UE devrait-elle s'y tenir? Aujourd'hui déjà, elle n'a pas le droit de geler l'accord sur les obstacles techniques au commerce, de discriminer les hautes écoles ou d'imposer des droits de douane sur l'acier, et pourtant, elle le fait. L'UE est en infraction avec les traités, et elle continuera à l'être si c'est à son avantage.

C'est le meilleur argument en faveur d'un règlement juridique des litiges:



Magdalena Martullo-Blocher: «L'UE est une erreur de construction.» (BERNE, 13 FÉVRIER 2024/ANTHONY ANEK/KEYSTONE)

aujourd'hui, l'UE fait ce qu'elle veut, à l'avenir, le tribunal arbitral pourrait la rappeler à l'ordre... C'est naïf. Ce serait pire qu'aujourd'hui, car les violations de traités seraient encore officiellement légitimées. La Suisse accepterait même que la CJUE ait le dernier mot chaque fois que le droit de l'UE serait concerné...

... elle ne ferait que donner une interprétation à l'attention du tribunal arbitral... Sa parole est contraignante. Les partisans affirment que nos négociateurs ont obtenu de nombreuses exceptions et garanties. Ce n'est que de la poudre aux yeux, ces exceptions n'ont qu'un effet très ponctuel et à court terme. Il est impossible de prévoir aujourd'hui ce que l'UE décidera dans le futur. Nous ne pouvons pas nous protéger de manière fiable. Tout ce qui n'est pas explicitement exclu aujourd'hui nous sera imposé demain.

Vous peignez le diable sur la muraille... Malheureusement, non. Il y a de notre indépendance: aujourd'hui, nous élaborons nous-mêmes nos lois et ne reprenons de l'UE que ce que nous voulons reprendre. Regardez la réglementation délirante de Bruxelles: Green Deal, la loi sur la chaîne d'approvisionnement, le commerce du CO2... Ce sont des monstres de bureaucratie.

Les conséquences sont de plus en plus évidentes: les Etats de l'UE s'enfoncent les uns après les autres dans la crise. Même des poids lourds comme l'Allemagne et la France sont touchés, l'industrie se délocalise, la population souffre. Nous ne devons pas y participer.

Nous ne devons pas tout reprendre, la reprise du droit serait limitée... Oui, mais les accords concernés couvrent des domaines très importants: l'économie, l'immigration, le trafic routier et ferroviaire, l'approvisionnement en électricité, les denrées alimentaires. Contrairement à ce que disent ses partisans, le traité ne serait pas une continuation de la voie bilatérale, mais son épilogue. Jusqu'à présent, nous avons une relation d'égal à égal. Cela s'arrêterait là, nous serions soumis à l'UE.

Concrètement, à quels inconvénients vous attendez-vous en raison de la reprise du droit? S'agit-il en premier lieu de l'immigration? Ce qui me fait vraiment peur, c'est la réglementation. Nous ne devons pas nous enchaîner à l'UE, car elle est manifestement en déclin. Sinon, nous courons à notre perte. L'UE est une erreur de construction. Sa politique est un échec, comme le montrent également les élections au sein de l'espace européen. La

population ne supporte plus cette politique déconnectée. Ce n'est pas étonnant vu les taxes élevées que tout le monde paie: des coûts énergétiques exorbitants, une forte inflation, une TVA de 20 pour cent. Ce n'est certainement pas ce que nous voulons en Suisse.

La TVA ne fait pas partie du paquet d'accords... En êtes-vous sûr? L'UE essaie depuis longtemps, via l'accord de libre-échange, de soumettre notre politique fiscale à son droit sur les aides d'Etat. Elle a réaffirmé cet objectif lors des consultations. Si nous acceptons ce paquet, les tentatives de pression se poursuivront là-bas.

Ne commenceront-elles pas plutôt en cas d'échec des négociations? Dans ce cas nous serions alors libres de nous défendre sans que la CJUE ait son mot à dire. L'UE doit comprendre qu'elle ne peut pas nous imposer son droit misérable. Nous avons 33 accords de libre-échange dans le monde avec 43 partenaires. Aucun d'entre eux n'exige l'adoption d'un droit.

Il n'y a toutefois qu'avec l'UE que nous avons des relations aussi étroites et un accès aussi large au marché. Avec les autres partenaires, il existe dans le meilleur des cas un accord de libre-échange... Cela suffirait aussi avec

l'UE. Les entreprises suisses vendent dans le monde entier parce qu'elles ont les meilleurs produits, et non pas parce que nous avons le même système juridique.

Le nouveau paquet est-il meilleur que l'accord-cadre qui a échoué en 2021? Il est peut-être un peu moins mauvais, car tous les contrats ne sont plus résiliés par une clause guillotine. Mais depuis peu, on parle de diviser à nouveau le paquet. L'accord sur l'électricité, en particulier, est très controversé. C'est pourtant la raison pour laquelle la Suisse a repris les négociations avec une «approche par paquet». Nous en sommes ainsi revenus au même point qu'en 2021.

Les partisans voient des progrès dans le domaine de l'immigration, car il serait possible de savoir quelles modifications la Suisse devrait ou ne devrait pas adopter... Le problème principal demeure: le droit de la citoyenneté européenne est dynamique. Qui sait ce que l'UE va encore inventer? Le traité en question prévoit déjà une extension du droit de séjour, qui devrait être

accordé de manière permanente à tous les citoyens de l'UE après cinq ans. Contrairement aux affirmations du Conseil fédéral, il n'est pas non plus garanti qu'il n'y ait pas d'immigration pour des raisons d'aide sociale, car nos autorisés devraient désormais prouver que les immigrés en provenance de l'UE sont responsables d'avoir perdu leur travail pour leur refuser une aide. Dans la pratique, c'est inimaginable.

Apparemment, l'UE veut accorder à la Suisse une clause de sauvegarde qui pourrait permettre des restrictions temporaires en cas de forte immigration. Qu'en pensez-vous? C'est de la poudre aux yeux. Nous disposons déjà d'une telle clause dans le cadre de la libre circulation des personnes, et l'UE définit clairement les cas dans lesquels elle s'applique: par exemple en cas de chômage élevé, de surcharge des systèmes sociaux ou d'instabilité économique. La Suisse ne remplira jamais toutes ces conditions selon les critères de l'UE. Elle peut concrétiser la clause autant qu'elle le souhaite, elle ne sera jamais appliquée. Nous continuerions à dépendre de la bénédiction de l'UE, qu'elle ne nous accordera jamais. L'UE veut-elle nous prendre pour des imbéciles? C'est un comble qu'elle soumette une telle proposition au peuple suisse.

«L'UE crée des monstres de bureaucratie»

Vous voyez des avantages à l'accord sur l'électricité? Non. Si l'UE devait manquer d'électricité, elle ne nous approvisionnerait pas non plus. Désormais, l'énergie hydraulique devrait être mise au service de l'ensemble de l'UE. Bruxelles ne veut plus nous laisser décider de manière autonome de nos réserves d'électricité, et nous devrions réorganiser tout notre approvisionnement. Chaque individu devrait acheter son électricité sur le marché libre européen.

Pourquoi cela? Selon la Confédération, il sera possible de choisir entre le marché et l'approvisionnement de base... Il faudra m'expliquer com-

ment cela se fera. Lorsque les prix sont bas, tout le monde achète librement. Dès que les prix augmentent, l'Etat doit intervenir.

Que se passe-t-il si l'ensemble du paquet échoue? Les choses seraient alors comme avant: nous avons plus de 280 accords existants avec l'UE, qui continueraient de s'appliquer. Dans les domaines où nous avons des intérêts communs, nous conclurons de nouveaux accords. C'est ce que nous faisons actuellement avec le monde entier, avec beaucoup de succès.

L'UE dit depuis plus de dix ans que c'est précisément ce qu'elle ne fera plus. Pourquoi changerait-elle d'avis? Je n'exclus pas que les bureaucrates de l'UE soient d'abord vexés et qu'ils s'entêtent. On ne sait jamais avec eux, l'UE fait souvent des choses qui lui nuisent. Cela montre à quel point Bruxelles est déracinée du monde réel. Mais ils sont eux-mêmes sous pression économique et politique. L'UE a besoin de solutions, elle ne peut pas se passer de la Suisse.

Vous partez du principe que la Suisse, avec ses 9 millions d'habitants, a un levier plus important que l'UE, qui en compte 450 millions? Bien sûr, il suffit de regarder notre prospérité: salaires, chômage, dette, réglementation, innovation, formation, nous sommes supérieurs aux pays de l'UE sur tous les plans. Et cette avance ne cesse de s'accroître. C'est pour ça que l'UE veut nous lier à elle, qu'elle veut avoir accès à notre énergie hydraulique et notre argent. On nous demande de payer plus d'un milliard de francs pour les fonds de cohésion et autres frais de programme, uniquement pour avoir le droit de vendre nos produits de qualité à l'UE. C'est une moquerie. Sans compter que les entreprises de l'UE exportent davantage vers la Suisse que l'inverse.

Proportionnellement, la situation est différente. La Suisse gagne 12 200 euros par habitant en exportant des biens vers l'UE, tandis que l'UE engrange 270 euros dans le sens inverse. N'avons-nous pas beaucoup à perdre? Non. Premièrement, l'UE continuera à commercer avec nous. Deuxièmement, sa part dans nos exportations ne cesse de diminuer. Le monde entier veut conclure des accords commerciaux avec la Suisse. Je suis persuadée que nous pourrions également conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis sous Donald Trump. Il veut prouver qu'il ne vise pas uniquement le protectionnisme. La Suisse, pays prospère, innovant et neutre, est un partenaire très demandé.

Votre confiance est louable, mais dans un avenir proche, l'UE sera notre marché le plus important, en représentant la moitié de nos exportations. Quel est votre plan B? Pour l'instant, il ne va pas se passer grand-chose. Les accords en vigueur continuent de s'appliquer, ils ne s'éroderont pas aussi rapidement que le craignent nos adversaires. L'UE ne les dénoncera pas. L'économie suisse est suffisamment forte pour supporter les incertitudes.

Il n'y a pas que l'économie. La Suisse est également intéressée par une étroite collaboration dans les domaines de l'électricité, la recherche, la santé... Mais l'UE conditionne l'approfondissement de la coopération à la signature d'un accord. Comment les choses vont-elles évoluer? Je ne fais pas de soucis, cette coopération est plus importante pour l'UE que pour nous. Elle retrouvera bientôt la realpolitik. ■